

PARAÎT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
A FAIRE CIRCULER
Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

TEL : 06 03 63 70 61

Sur Internet :
www.multimania.com/zone5

5 décembre 1999
N° 82

CINQUIÈME ZONE

Aux lecteurs de Cinquième zone

1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).

2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

SPLENDEUR ET MISERE DE LA JEUNESSE

C'est un drôle de portrait des jeunes qu'a publié, fin novembre, le journal *Le Monde* dans un sondage (réalisé à la demande d'un syndicat d'enseignants) sur ce que les 15-24 ans pensent de la société.

Un constat : les jeunes sont lucides. Ils affirment que le problème numéro un, celui qui pourrait tout, c'est le chômage. 76% d'entre eux le citent devant la violence

La parole est à... Jean Jaurès

Oh ! Je ne demande pas aux jeunes de venir à nous par mode. Ceux que la mode nous a donnés, la mode nous a repris. [...] Mais je demande à tous ceux qui prennent au sérieux la vie, si brève, même pour eux, qui nous est donnée à tous, je leur demande : qu'allez-vous faire de vos vingt ans ?

Jaurès, janvier 1914

(60%), la drogue (50%), le manque d'argent (42%), le sida (40%), l'alcool, l'accès au logement et la solitude (environ 20% chacun). Les trois quarts d'entre eux estiment que la société offre peu de chances de réussir à un jeune issu d'un milieu modeste. Pas de surprise. Par contre, sur les solutions, c'est moins clair : 6% des jeunes pensent qu'il faudrait changer radicalement la société, 24% qu'elle devait être réformée et 60% qu'elle devrait être améliorée mais sans tout bouleverser. On a un peu de mal à comprendre comment on pourrait proposer un boulot convenable à chacun, éduquer suffisamment tout le monde pour faire reculer la violence, offrir des logements corrects, éliminer la drogue et le Sida sans bouleversement social complet mais, après tout, tout un chacun est libre de croire aux miracles !

Cela étant, on comprend bien pourquoi tant de jeunes hésitent à vouloir faire bouger les choses pour de bon : ils n'ont aucune confiance dans ceux dont le rôle serait de proposer des idées et des moyens de transformer la société. 91% des jeunes disent ne pas faire confiance aux partis politiques ! C'est grave... mais il faut dire que ces derniers l'ont bien cherché. Depuis 25 ans que le chômage infecte le monde et déglingue la société, les partis politiques se sont succédés au gouvernement dans toutes les combinaisons possibles : socialistes avec des ministres communistes, les mêmes mais sans communistes, gouvernements de droite sous un président de gauche, gouvernement de gauche sous un président de droite, etc. Le style a parfois changé, le fond jamais. Tous ont mené la même politique, celle qui a abouti à la marée du chômage, au développement de la précarité et

à l'appauvrissement des couches populaires d'un côté et laissé flamber la Bourse, le gros business et les affaires de l'autre. Tous ont répété cent fois, mille fois en justifiant leur politique en faveur du patronat : « C'est la seule possible, on ne peut pas faire autrement ». Dès lors, la conclusion s'est imposée, évidente : s'ils disent et font tous pareil, pourquoi s'intéresser à ce qu'ils font ? Le dégoût de la politique, ce sont les partis politiques eux-mêmes qui l'ont semé.

Il reste que les problèmes de société que se posent les jeunes demeurent : chômage, violence, toxicomanie, pauvreté, sida, logement, etc, on ne peut pas continuer sans rien faire. Pas confiance dans les partis ? Bon. Et ensuite ? On baisse les bras, on courbe la tête et on essaye de se bricoler un petit avenir le moins médiocre possible ? Pas la peine d'avoir 20 ans si c'est pour rêver son avenir en rase-mottes !

La solution, s'il y en a une, est dans la prise de conscience, à commencer par les jeunes. On ne pourra s'en sortir que si les choses changent vraiment, radicalement. En agissant pour que la société change, et pas seulement en France. C'est le monde entier qu'il faut bouger. Et c'est faire de la politique que de le vouloir et de le dire.

MUMIA ABU-JAMAL

Lyon (2 envois, 224 signatures), Aurélie (70 à elle toute seule !), S. de Marie Curie, Omar de Châtenay, les pétitions pour la révision du procès du militant Noir américain Mumia Abu-Jamal injustement condamné à mort et emprisonné depuis 18 ans arrivent en nombre dans la boîte de CZ. Il faut continuer. (voir le cadre de pétition au verso. Des listes plus commodes peuvent être envoyée sur demande)

MEETING

JUSTICE ET LIBERTE

POUR MUMIA

Vendredi 10 décembre,
18 heures

Bourse du travail,
29 Bd du temple, Paris
Métro République

JOSE BOVE ET LES QUARANTE VOLEURS

Cette semaine se tient à Seattle, USA, la réunion de l'OMC (organisation mondiale du commerce).

Le but de cette réunion est la liberté des échanges, sans contrainte, dans tous les pays. Vu comme ça, c'est sympa. Il vaut mieux acheter des tomates du Maroc, des camemberts français que des tomates de serre ou des camemberts stérilisés.

Mais tout ça, c'est du baratin. La liberté, c'est le droit des multinationales à piller comme bon leur semble et selon leurs règles. C'est pour elles que la conférence se tient. La preuve, c'est que les tomates du Maroc sont cultivées dans des serres comme les belges, mais avec une main d'œuvre payée 30 fois moins, que les télévisions bien françaises sont faites en Indonésie, etc.

La liberté du commerce n'est que la liberté d'imposer les règles les plus défavorables à chaque pays.

C'est comme ça que l'Inde s'est effondrée au XIX^{ème} siècle quand l'Angleterre a imposé sa production textile industrielle et ruiné tous les petits artisans.

Pour voir que ça cloche, il suffit de regarder les statistiques : l'Italie est plus riche que la Chine, la Corée que la Russie, les Pays-Bas que l'Inde et la Belgique que l'Indonésie.

Que signifie cette liberté de commerce quand un travailleur en vaut 20 ailleurs ? C'est l'égalité d'un combat de boxe entre une planteuse de riz vietnamienne et un bûcheron canadien.

Mais pire, si par extraordinaire cette « liberté » les dérange, les pays riches s'empressent de dresser des barrières, par exemple les fameuses normes ISO que seuls les riches peuvent se payer et qui permettent d'éliminer tout producteur gênant. Ainsi les pêcheurs du Cameroun ne pourront plus

Cette manifestation n'est pas celle des Américains ou des Européens, c'est celle des travailleurs du monde entier, Noirs comme Blancs, venus dire : au diable l'OMC !
Un militant syndicaliste de La Barbade (île des Antilles)

vendre leur poisson en Europe car leur méthode de pêche n'est pas ISO9020 (ou un autre numéro), mais ça se passe aussi en France, et les petits producteurs agricoles le savent bien.

Cette liberté de commerce n'est donc que la liberté des multinationales à ravager la planète comme bon leur semble.

Nous ne voulons pas de cette liberté là ! Et aujourd'hui, parmi les premiers à se battre contre elle, on trouve les Américains eux-mêmes dans les rues de Seattle.

Ce dont nous avons réellement besoin et en urgence, c'est d'une organisation mondiale du travail (en langage ordinaire, un syndicat mondial) qui permette d'établir et de protéger les racines de la vraie liberté : l'égalité des conditions de travail dans le monde entier. Cette spirale sans fin est notre unique problème, l'enfoncement de plus en plus profond des pays sous-développés nous tire en permanence vers le bas et explique la détérioration de nos conditions de vie, la destruction de notre environnement, la dégradation des conditions de travail et finalement la sauvagerie des rapports humains.

Vive les manifestants de Seattle qui ressusitent Mai 68 en 99 et en Amérique !

UNE AUTRE IMAGE DES ETATS UNIS

The Big One est un film américain, mais sans gun, ni tueurs, ni effets spéciaux.

Au lieu de vendre une Amérique idéale, où paraît-il tout va mieux, et où il y a tellement d'emplois qu'on offre des Béhèmes aux employés (récent pipeau en images, certifié JT de 20 heures sur la Une et la Deux), il montre l'Amérique de mister tout le monde himself. Le réalisateur est l'auteur du livre "Dégraissez-moi ça" (synonyme plus familier de plan social...). Le film montre sa tournée des villes américaines. Mais au lieu de simplement vendre son bouquin en signant des autographes à la FNAC locale, il va à la rencontre des décideurs, les managers et autres grands patrons. Il leur demande froidement pourquoi leurs entreprises qui font des bénéfices gigantesques licencient. "C'est parce que vos employés ont trop bien travaillé que vous fermez cette usine ?". Il leur remet des diplômes de meilleur licencié de l'année ou leur donne des chèques de 80 cents (environ quatre francs pour payer une heure du travail d'ouvrier du Mexique ou sera implantée l'usine qui remplacera celle qui ferme aux USA.

Tout ne se passe pas toujours bien, au prétendu pays de la démocratie. Il sera d'ailleurs arrêté et menotté pour avoir osé pénétrer dans le hall d'une grande multinationale. (C'est un journaliste blanc célèbre, on imagine ce qui serait arrivé à un noir inconnu...)

Tout au long de ce film drôle, il martèle des vérités bonnes aux Etats Unis mais aussi ici. Il n'est pas normal que le profit dirige tout, il n'est pas normal que les actionnaires ouvrent ou ferment des usines comme bon leur semble et jettent leurs employés comme s'il s'agissait de simple kleenex. Il n'est pas normal que 1% des américains détiennent plus de richesses que l'ensemble des 99% restants.

Finalement c'est bon de savoir qu'on a des copains aux Etats Unis...

JUSTICE ET LIBERTE Pour Mumia Abu-Jamal

Nom, prénom :

Adresse :

Ville :

Signature :

Cette pétition sera transmise par Cinquième zone, 11, rue Salvador Allende, 92220 BAGNEUX

CULTURE AU PILORI ?

Une association culturelle de Clamart (92), *Cultures au pluriel* (6 ans d'existence, plus de 150 concerts pour les jeunes et les moins jeunes avec 15 000 francs de subventions municipales) se voit réclamer, aujourd'hui, par le Maire, 120 000 francs de dommages et intérêts, soit 48 années de subventions !

Quel est donc ce bintz ?

Eh bien, l'association a eu l'impudence et même « l'imprudence » de dénoncer dans son mensuel *Ca bouge... au pluriel* l'utilisation de l'argent de la municipalité.

Ce qui n'a pas plu à M. Foucher, par ailleurs Maire, député, président de la SEMARC ! Fâché tout rouge. Le mensuel est interdit de diffusion dans les lieux municipaux ! Des exemplaires disparaissent chez des dépositaires privés ! Les affiches de l'association sont arrachées ! Et enfin, l'insolente association et son insolent Président, auteur de l'article, sont cités en justice pour diffamation !

Réponse le 4 janvier 2000 au tribunal correctionnel de Nanterre. C.S.